

Orientations Stratégiques 2017-2019

La casse de l'emploi continue !

Les employeurs présenteront au CCE d'EDF SA du 2 février leurs orientations stratégiques pour la période 2017-2019.

Les conséquences de ces orientations sont catastrophiques pour les emplois statutaires.

Plus de 5000 suppressions d'emplois sur la période 2017-2019 !

Déjà en 2016 l'annonce était brutale et, les chiffres parlaient d'eux-mêmes : les employeurs annonçaient la suppression de 4000 emplois pour la période 2016-2018.

Cela s'est traduit, pour 2016, par la suppression de 2000 emplois...

Cette année, ils annoncent plus de **5000** suppressions d'emploi pour la période 2017-2019.

L'objectif pour 2017 est la suppression de 2000 emplois supplémentaires.

Tous les métiers sont concernés.

Le démantèlement d'EDF continue, les conséquences de la dérèglementation du Marché de l'énergie continuent à faire des ravages.

Tous les métiers d'EDF sont touchés. L'activité demeurant, c'est donc, l'externalisation qui va exploser.

L'hypocrisie continue...

Les employeurs justifient ces orientations en mettant en avant le contexte du marché de l'énergie. Ces mêmes employeurs nous expliquaient il y a quelques années que l'ouverture du capital d'EDF et la dérèglementation allait être une opportunité pour EDF !

Ils avaient juste omis de préciser que cela allait être l'opportunité de détruire, à des fins purement

économiques, l'outil industriel performant et de service public qu'est EDF SA.



Les employeurs et l'État actionnaire ont choisi leur cible : les salariés !

Dans le dossier présenté en CCE, pas d'ambiguïté possible : « Les efforts portent sur les achats, les effectifs et l'évolution salariale » Politique salariale en berne et casse de l'emploi, voilà le programme concocté

par l'entreprise.

FO Énergie et Mines estime irresponsables, indignes et autodestructrices, ces politiques qui consistent à faire supporter au SEUL personnel les conséquences des **fautes graves** de dirigeants et des politiques, des choix industriels récents ainsi que l'ouverture des marchés de l'Électricité et du Gaz.

Quelles sanctions ont été prises pour ces fautes graves qui ont entraîné EDF dans une situation économique dangereuse ? Aucune !

La sanction pour le personnel est, elle, sans appel : austérité salariale et suppression d'emploi.

Le personnel condamné à des peines multiples.

La propagande de l'État et des employeurs expliqueront probablement que ces suppressions d'emplois ne sont pas synonymes de licenciements donc sans conséquence pour les agents.

Ils « omettront » certainement d'aborder leurs effets pour le personnel :

- Dégradation des conditions de travail
- Augmentation des Risques Psycho Sociaux
- Parcours professionnel en berne
- Fermetures de sites

FO Énergie et Mines tire la sonnette d'alarme.

Depuis de trop nombreuses années maintenant, nous n'avons eu de cesse de combattre le démantèlement d'EDF et les suppressions d'emplois associés. Nous alertons régulièrement les différentes Directions d'EDF sur l'augmentation de la charge de travail, la dégradation des conditions de travail des agents. Mais la politique du « jusqu'ici tout va bien » est de mise. Les directions sont obnubilées par les trajectoires d'effectifs, seul leitmotiv apparemment... Le personnel équivaut à des charges opérationnelles qu'il faut réduire à tout prix.

FO Énergie et Mines rappelle aux employeurs que derrière ces charges opérationnelles, il y a des **HUMAINS** qui font la richesse d'EDF.

Ces **HUMAINS** sont touchés de plein fouet par des décisions répondant à une logique froide et purement financière.

Les réactions des salariés peuvent être diverses et certaines dramatiques, d'autres grands Groupes en ont fait la triste expérience.

L'État actionnaire, le Conseil d'Administration d'EDF, ainsi que le COMEX d'EDF SA devront porter la responsabilité des conséquences de leur choix si des situations identiques venaient à voir le jour.

Agir, ne pas subir !

L'État actionnaire doit prendre les décisions qui s'imposent. Alors même qu'il intervient dans des dossiers de suppressions d'emplois d'autres entreprises, l'État actionnaire principal d'EDF supprime massivement des emplois à EDF, c'est inacceptable !

Pour FO Énergie et Mines, les forces de ceux qui veulent résister doivent converger afin de faire face à ces attaques répétées et cela sur des revendications claires et précises :

- **Maintien des sites de production.** L'outil industriel de l'énergie doit rester un actif de la nation et garantir son indépendance.
- **Arrêt immédiat des suppressions de postes, des suppressions d'emplois.**
- **Augmentation des salaires sur la base des éléments factuels économiquement justifiés pour rémunérer justement des efforts des salariés.**
- **Pour la défense inconditionnelle du Statut national du personnel des IEG, le développement de son périmètre par l'application de ce que la loi impose à toutes les entreprises de l'énergie...**